

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative bâtiment A3 Territoires
19 rue de Ciron
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 24/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS MEGISSERIE JOQUEVIEL et CATHALA

5 rue Claude Bernard
Zone Industrielle de Rieutord
81300 Graulhet

Références : -
Code AIOT : 0006804253

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2024 dans l'établissement SAS MEGISSERIE JOQUEVIEL et CATHALA implanté 5, rue Claude Bernard Zone Industrielle de Rieutord 81300 Graulhet. L'inspection a été annoncée le 31/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'Inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 25/11/2024 du site exploité par la société SAS MEGISSERIE JOQUEVIEL & CATHALA, implanté au 5 rue Claude Bernard, ZI du Rieutord - 81300 GRAULHET.

Cette inspection fait suite à la mise en demeure faite à l'issue de l'inspection du 11 octobre 2023. L'établissement a été mis en demeure par le préfet du Tarn de respecter les valeurs limites de rejets de ses effluents avant le rejet dans le réseau d'assainissement collectif, et de mettre en place des mesures organisationnelles pour respecter ces valeurs limites de rejets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS MEGISSERIE JOQUEVIEL et CATHALA
- 5, rue Claude Bernard Zone Industrielle de Rieutord 81300 Graulhet
- Code AIOT : 0006804253
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SAS MEGISSERIE JOQUEVIEL & CATHALA est une installation classée soumise à autorisation par un arrêté préfectoral en date du 14 avril 1994.

Ce site comprend une installation de tannerie et de mégisserie.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Respect des VLE	AP de Mise en Demeure du 29/11/2023, article 1	Demande d'action corrective	2 mois
2	Mesures organisationnelles	AP de Mise en Demeure du 29/11/2023, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Astreinte	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les rejets de l'exploitant ne sont toujours pas conformes aux prescriptions des arrêtés, sur les paramètres DCO, DBO5, MES et pH.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des VLE

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 29/11/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, VLE - art 3 APC 28/09/2020
Prescription contrôlée : Article 1 ^{er} - La société SAS MEGISSERIE JOQUEVIEL & CATHALA exploitant une installation de tannerie, mégisserie sise 5 rue Claude Bernard, ZI du Rieutord, sur la commune de GRAULHET est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 septembre 2020 susvisé en transmettant à l'inspection un justificatif des mesures mises en place pour respecter les valeurs limites des substances susvisées, dans un délai maximum de six mois à compter de la notification du présent arrêté. [...]

Constats :

Chrome:

Les valeurs limites pour le chrome sont respectées, pour les années 2023 et 2024, à l'exception de deux dépassements:

- novembre 2023 où le flux était de 0,7601 kg/j pour une VLE de 0,73 kg/j, et la concentration de 12,3 mg/l, pour une VLE de 9 mg/l
- mars 2024 où la concentration en chrome était de 10,6 mg/l pour une VLE de 9 mg/l.

DCO, DBO5, MES

Sur ces deux années, les valeurs limites en DCO, DBO5, MES et pH sont dépassées régulièrement.

L'exploitant a transmis à l'inspection une note de la régie communautaire de l'eau et de l'assainissement collectif (RCEAC) le 1er juillet 2024, qui propose de relever les seuils des valeurs limites pour les substances:

Substances	Concentrationsortie mégisserie (mg/l)
DCO	6000
DBO	2500
MES	1000

L'inspection constate que ces valeurs rehaussées sont régulièrement dépassées en 2023-2024.

pH

Les valeurs de pH sont hors de l'intervalle 5.5 - 8.5 très régulièrement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour les paramètres DBO5 - DCO - MES, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre un porter à connaissance avec une note de la RCEAC modifiée et une autorisation de déversement prenant en compte ces valeurs limites rehaussées, signées des deux parties sous 2 mois

Pour le pH, voir le point de contrôle suivant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Mesures organisationnelles

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 29/11/2023, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures organisationnelles - art 4 APC du 28/09/2020

Prescription contrôlée :

Article 1^{er} - La société SAS MEGISSERIE JOQUEVIEL & CATHALA exploitant une installation de

tannerie, mégisserie sise 5 rue Claude Bernard, ZI du Rieutord, sur la commune de GRAULHET est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes :

[...]

- de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 septembre 2020 susvisé en transmettant à l'inspection un justificatif des mesures organisationnelles mises en place, dans un délai maximum de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté.

Constats :

Lors de l'inspection du 11 octobre 2023, le constat a été fait de mesures organisationnelles mises en place à l'exception du pH mètre et de la sonde asservie pour lesquels l'exploitant préférerait continuer ses mesures et son traitement manuellement.

Lors de la visite du 25 novembre, l'inspection constate qu'un pH-mètre a été installé, ainsi qu'une cuve de soude reliée à une pompe doseuse, asservie au pH-mètre, permettant la remise à pH des effluents avant leur rejet dans le collecteur vers la station d'épuration de Graulhet.

L'exploitant indique que l'installation ne fonctionne pas. Il y a, selon lui, trop de variabilité des mesures.

Il en résulte des valeurs de pH toujours non conformes.

L'exploitant présente à l'inspection un devis d'un bureau d'étude, IRH, afin de réaliser une étude pour se mettre en conformité sur l'ensemble des effluents et notamment le pH, reçue en novembre 2024. L'étude pourrait être réalisée sous un délai de 4 mois.

Les valeurs limite de rejet pour les MES, DBO5, DCO et le pH que l'exploitant doit respecter ont été fixées par arrêté préfectoral complémentaire du 28 septembre 2020, qui demandait à l'exploitant de se mettre en conformité sous 2 ans.

Lors de l'inspection du 11 octobre 2023, la non conformité aux prescriptions est constatée, l'exploitant est mis en demeure de se mettre en conformité sous 6 mois.

Le 25 novembre 2024, les valeurs de rejets sont toujours non conformes pour les paramètres MES, DBO5, DCO et le pH.

Malgré les actions mises en place depuis l'inspection d'octobre 2023, cette non conformité récurrente et ancienne justifie de proposer au préfet du Tarn une sanction administrative sous la forme d'une astreinte journalière.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Ce projet d'astreinte journalière se décompose en deux phases, avec des sursis à l'exécution :

Étape 1 : réception d'une étude présentant des solutions techniques pour atteindre les valeurs limites de rejets :

Astreinte de 80€ / jour avec sursis à exécution de l'astreinte de 4 mois à compter de la date de publication de l'arrêté rendant redevable d'une astreinte administrative. Si l'étude technique est réceptionnée avant 4 mois, aucun recouvrement ne sera opéré;

Si ce n'est pas le cas, le recouvrement de l'astreinte prend effet à compter de la date de notification à l'exploitant de l'arrêté.

Étape 2 : mise en conformité de l'installation:

Astreinte de 80€ / jour avec sursis à exécution de l'astreinte de 9 mois à compter de la date de publication de l'arrêté rendant redevable d'une astreinte administrative. Si la mise en conformité est réalisée avant 9 mois, aucun recouvrement ne sera opéré.

Si ce n'est pas le cas, le recouvrement de l'astreinte prend effet à compter de la date de notification à l'exploitant de l'arrêté.

Les deux montants sont cumulables. 10 mois après la date de signature de cet arrêté préfectoral, si l'étude technique n'est pas réceptionnée et la conformité n'est pas atteinte, l'astreinte sera de 160 € / jour.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Astreinte
Proposition de délais : 4 mois